

Refusons l'austérité, restons solidaires !



Voici presque deux mois que nous restons mobilisés à l'Université Paris-Sud pour refuser l'austérité que l'on nous dit inévitable. Nous avons interpellé le président de l'Université qui nous a assuré gérer au mieux la pénurie, « sans quoi, ce serait bien pire ». Les membres du cabinet de Geneviève Fioraso, qui ont reçu une délégation portant les 3428 signatures de notre pétition, nous ont même appris que les 50 postes d'ATER supprimés, n'étaient qu'un avant-goût de ce qui nous attendait. D'après eux, nous serions même « sur-dotés de 400 postes » ! Lors d'une réunion publique, où nous nous sommes invités pour interpellier la ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, N. Vallaud-Belkacem nous a personnellement assurés « tout faire pour que le budget ne diminue pas ». Tous les jours nous constatons le contraire.

Restons mobilisés !



Lundi 30 mars, rejoignez-nous au C.A. de l'Université à 14h devant le bât. 338, dans lequel il y sera question des questions budgétaires. Nous demanderons à notre président et aux membres du CA jusqu'à quelle *dégradation de nos conditions de travail et d'études* ils sont prêts à aller. En effet, nous devons faire des économies supplémentaires tous les ans à partir de maintenant, selon les plans du gouvernement. *Quels nouveaux sacrifices faudra-t-il faire? Et pour quelles conditions d'étude pour les étudiants?*

Jeudi 26 mars, l'intersyndicale appelle également à un **rassemblement devant le siège du CNRS à 9h (3, rue Michel Ange, Paris 16)**. Le conseil d'administration devra se prononcer sur le futur contrat d'objectifs du CNRS qui *entérine la poursuite du désengagement de l'État dans le financement de la recherche publique.*

Concrètement, comment vont se traduire cette cinquantaine de postes en moins ?

50 postes d'ATER représentent 10 000 heures d'enseignement. *Comment la présidence compte-t-elle les compenser ? Par les heures supplémentaires ?* Rien que dans le département de Biologie, plus de 3 000 heures supplémentaires ont été faites par les enseignants. Devront-ils en faire d'avantage, quitte à faire moins, voire plus de recherche du tout ? En réduisant le nombre d'heures dans les formations ?

Toujours en biologie, une UE optionnelle sur deux à été supprimée en L3 en 2015, commençant une *réduction de diversité dans nos formations* ! Comptent-ils augmenter le nombre d'étudiants par groupe de TD ? Qu'ils réparent déjà les bancs cassés dans les amphis et rénovent les locaux vétustes, dans lesquels en hiver, étudiants et personnels ont plus froid en cours que dehors !

Et les moyens pour la recherche ?

Le financement de la recherche se fait de plus en plus «sur projet», en particulier par l'Agence nationale de la recherche (ANR). Les dossiers de financement sont très longs et fastidieux à écrire. On estime qu'en 2014 seulement 7 % de projets soumis ont été financés. 93 % ont fini à la poubelle ! **Combien de demandes des entreprises du CAC 40 pour le crédit impôt recherche (CIR) ont été refusées ?**

Sanofi, qui a fait 6 milliards d'euros de bénéfice net pour 30 milliards de chiffre d'affaires en 2011, et a annoncé dès l'année suivante un plan de suppression de presque 1000 emplois. Ces restructurations sont encore en cours et pendant ce temps là, Sanofi a continué à bénéficier du CIR (125 millions d'euros pour seille année 2013). Cette année, Sanofi a refait parler de lui en versant 4 millions d'euros de bonus de bienvenue à son nouveau patron. Ainsi, un de ces grands groupes gratifie un seul des ses «super employés» d'une somme à peu près équivalente à ce qui manque au budget de notre université. Voici dans la poche d'un seul homme, en un unique versement, ce qui permettrait à 50 de nos collègues de travailler pendant une année entière.



@U_PSud_EnLutte



Paris-Sud en lutte

comite-organisation-orsay@googlegroups.com

<http://orsayenlutte.info/>